



Comité Social d'Administration Local 18 septembre 2026 Déclaration liminaire CGT

La période estivale aura été chaude avec son lot de canicules, d'incendies et des services publics (hôpitaux, SDIS, ...) submergés par la demande.

Rien d'étonnant malheureusement puisque depuis des années les gouvernements successifs d'Emmanuel Macron ont sabré dans les effectifs et les moyens du service public. Le gouvernement Lecornu prépare un énième budget de

régression sociale en amplifiant les coupes budgétaires. Il vise particulièrement les travailleurs et les retraités tout en poursuivant les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises sans contrepartie. L'ensemble des salaires et pensions décroche avec la reprise de l'inflation, la hausse des prix des denrées alimentaires, des carburants et plus généralement de l'énergie. L'urgence sociale impose au contraire une hausse immédiate des salaires et des pensions.

Au niveau fonction publique, la politique de Macron se poursuit par le maintien du gel du point d'indice et la baisse des dotations de fonctionnement qui continue à dégrader la qualité du service public.

Dans ce contexte mortifère, la DGFIP continue à subir des suppressions d'emplois et à restructurer ses services. L'annonce du NRP2 confirme une première vague en 2027 de fermetures de plus de 130 services, dont 43 dès le 1er janvier 2027. Lors du premier NRP, plus de la moitié des implantations de services ont été supprimées. Depuis 2008, la DGFIP a supprimé 35 000 emplois, soit le quart de ses effectifs. À ce double constat s'ajoute la réduction continue des moyens alloués au contrôle fiscal qui a été plus importante que le reste des services de la DGFIP depuis au moins une décennie, comme l'a exposé le rapport sur les moyens de la direction générale des finances publiques consacrés à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, déposé en juillet dernier par la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Au contraire la CGT revendique des moyens humains, matériels et législatifs pour permettre aux services du contrôle fiscal d'assurer leurs missions et d'augmenter le recouvrement et la traque de la fraude.

Pour que les services publics offrent un service de qualité à l'ensemble de la population, il faut que l'État se donne les moyens de récupérer cet argent volé.

La liquidation des services publics de proximité et de pleine compétence se traduit, pour les agents, par une augmentation des charges de travail et une pression hiérarchique de plus en plus forte.

La DDFIP de Vaucluse n'est pas en reste ! Pour preuve 6 % des restructurations sont concentrés dans notre Département. De plus en plus, la parole se libère et de nombreux témoignages y compris dans des fiches de signalement dénoncent un management toxique. La CGT vous demande de prendre des mesures adaptées pour mettre fin à ces pratiques. La CGT estime que toute la chaîne hiérarchique porte une part de responsabilité. En effet, notre Directrice Générale, qui sous son mandat a le triste record de suicides, de tentatives de suicide et des actes de hacking, ordonne la poursuite du démantèlement de notre réseau de proximité. Ceci sans aucune prise en compte en amont des risques sur la santé, la sécurité et des RPS de ses agents tout en éloignant encore plus les usagers des services publics. Malgré toutes nos mises en garde, la DGFIP continue de considérer les agents et les usagers comme de simples variables d'ajustement pour répondre aux préoccupations budgétaires de l'Etat. Cette poursuite du management toxique démontre une nouvelle fois tout le mépris assumé de notre Direction à l'encontre de ses agents.

Pour faire entendre nos revendications : abandon du NRP2, l'augmentation du point d'indice et son indexation sur les prix (la perte de 32,10 % depuis 2000 !), intégration des primes dans le traitement ... Ainsi, la CGT votera contre ces restructurations et appelle les agents à la grève et à la manifestation intersyndicale du 29 septembre à 10h30 cours Jean JAURES à Avignon.

Les élus en CSAL